

M. BORDEN (Halifax) : Et puis-je demander quand nous aurons le rapport de l'auditeur général ?

Le MINISTRE DES FINANCES : Je crains qu'il ne me faille demander de nouveaux renseignements à ce sujet. Nous hâtons ce travail par tous les moyens possibles, mais la dernière fois que j'en ai parlé à l'auditeur général, le rapport n'était pas complet. Je serai en état de renseigner mon honorable ami (M. Borden) à la prochaine séance.

M. BORDEN (Halifax) : Avec la permission de la Chambre, je demanderai si c'est le désir de l'honorable ministre des Finances (l'honorable M. Fielding) que nous nous formions en comité des subsides avant que le rapport de l'auditeur général soit déposé. A mon avis, il serait très difficile de le faire ; je ne vois pas, dans le moment, que cela soit possible. L'honorable ministre sera peut-être en mesure de nous faire connaître demain la date à laquelle nous pourrions avoir ce rapport.

Le MINISTRE DES FINANCES : Je ferai mon possible pour donner demain ce renseignement à l'honorable député. En attendant, je suis, au commencement de la session, la procédure régulière en ce qui concerne les subsides ; dans un jour ou deux, nous apprendrons à l'honorable gentleman où nous en serons rendus.

M. N. CLARKE WALLACE (York-ouest) : Je demanderai au premier ministre (le très honorable sir Wilfrid Laurier) si les rapports des départements sont avancés. Le retard apporté l'année dernière à la présentation de ces rapports a arrêté les affaires de la Chambre pendant des mois. Il est difficile, de fait, il est impossible, de discuter convenablement les estimations budgétaires et d'arriver à des conclusions en ce qui a trait aux questions qui nous sont soumises, tant que nous n'avons pas ces rapports. Si l'on présente prochainement ces rapports à la Chambre, ce sera un plaisir pour nous, membres de la gauche, d'aider le gouvernement à expédier les affaires de la Chambre aussi promptement que possible.

Le MINISTRE DES FINANCES : Mon honorable ami (M. Wallace) n'aura aucun sujet de plainte.

La motion (de l'honorable M. Fielding) est adoptée.

VOIES ET MOYENS.

Le MINISTRE DES FINANCES (M. Fielding) : Je propose :

Que cette Chambre se forme mardi prochain en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

La motion est adoptée.

MESSAGE DE SON EXCELLENCE.— LE BUDGET.

Le MINISTRE DES FINANCES (l'honorable M. Fielding) : Je présente un message de Son Excellence le Gouverneur général.

M. l'Orateur lit ce message qui est ainsi conçu :

MINTO,

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes les estimations des sommes requises pour le service du Canada pour l'exercice expirant le 30 juin 1902 et conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867, il recommande ce budget à la Chambre des communes.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

OTTAWA, 11 février 1901.

Le MINISTRE DES FINANCES : Je propose :

Que le message de Son Excellence et le budget soient renvoyés au comité des subsides.

La motion est adoptée.

RAPPORTS.

Comptes Publics du Canada, pour l'exercice expiré le 30 juin 1900.—(Honorable M. Fielding).

Le rapport du directeur général des Postes pour l'exercice expiré le 30 juin 1900.—(Honorable M. Mulock).

Rapport du département de l'Intérieur pour l'exercice expiré le 30 juin 1900.—(Honorable M. Sifton).

Rapport du département des affaires des Sauvages pour l'exercice expiré le 30 juin 1900.—(Honorable M. Sifton).

Rapport du ministère de l'Agriculture pour l'exercice expiré le 30 juin 1900.—(Honorable M. Fisher).

Rapport du ministère des Travaux publics pour l'exercice expiré le 30 juin 1900.—(Honorable M. Tarte).

Rapport du ministère du revenu de l'Intérieur pour l'exercice expiré le 30 juin 1900.—(Honorable M. Bernier).

Rapport du ministère de la Marine et des Pêcheries pour l'exercice expiré le 30 juin 1900.—(Honorable M. Fielding, pour sir Louis Davies).

Etat de toutes les obligations ou garanties enregistrées au département du secrétaire d'Etat du Canada pendant l'exercice expiré le 30 juin 1900.—(Très honorable sir Wilfrid Laurier).

M. CLANCY (Bothwell) : Après ce petit coup de théâtre, l'on nous dira peut-être quand sera déposé le rapport de l'auditeur général. Les rapports les plus importants ne sont pas encore soumis, celui de l'auditeur général et celui du Commerce et de la Navigation. Le premier ministre nous donnera peut-être des renseignements à ce sujet.